

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
Cellule carrières – mines et après-mines  
Centre administratif  
ZAC de Bourran – 9 rue de Bruxelles  
12000 RODEZ

Rodez, le 05/10/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/10/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SARL MAZARS TP**

La Souque  
12450 LUC LA PRIMAUBE

Références : n° 12-CARMIN-2022-55  
Code AIOT : 0006803053

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/10/2022 dans l'établissement SARL MAZARS TP implanté Roc d'Aupio 12510 DRUELLE BALSAC. L'inspection a été annoncée le 30/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SARL MAZARS TP
- Roc d'Aupio 12000 DRUELLE BALSAC
- Code AIOT : 0006803053
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Non

La carrière à ciel ouvert d'orthogneiss sise au lieu dit "Roc d'Aupio" sur la commune de Druelle 12510, est autorisée par arrêté préfectoral n° 2005-327-6 en date du 23 novembre 2005 pour une durée de 21 ans, et pour une production maximale annuelle de 6 500 t au bénéfice de la SARL MAZARS TRAVAUX PUBLICS.

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de la levée de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2019-04-09-004 du 9 avril 2019.

Il est à noter que la carrière précitée projette un "porter à connaissance" pour une zone de stockage dédiée aux matériaux recyclables (ornemental) issus de chantiers de démolition. Par ailleurs, un renouvellement de l'exploitation est envisagé.

La carrière fonctionne par campagne d'une à deux semaines par an, elle n'était pas en activité au jour de la visite.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- **retour sur l'arrêté préfectoral de mise en demeure** n° 2019-04-09-004 du 9 avril 2019 ;
  - Sécurité au public,
  - Registres et plans,
  - Conduite de l'exploitation.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle          | Référence réglementaire                             | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|----------------------------|---|--|-------------------|
| 1  | Conduite de l'exploitation | AP de Mise en Demeure du 09/04/2019, article 1 et 2 | /  | Sans objet        |
| 2  | Registres et plans         | AP de Mise en Demeure du 09/04/2019, article 1 et 2 | /  | Sans objet        |
| 3  | Remise en état             | AP de Mise en Demeure du 09/04/2019, article 1 et 3 | /  | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats effectués par la DREAL ont permis de faire un point sur les mises en conformités réalisées suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2019-04-09-004 du 9 avril 2019.

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure susvisé sont respectées.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Sécurité au public

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure n° 2019-04-09-004 du 9 avril 2019 Articles 1 et 2  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accès aux zones dangereuses  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>La SARL MAZARS TP est mise en demeure de respecter dans un délai de 1 mois les dispositions de l'article 20 de l'arrêté Préfectoral d'autorisation du 23/11/2005 par : <ul style="list-style-type: none"> <li>• la mise en place d'un système de verrouillage du portail d'accès principal au site,</li> <li>• la réparation de la clôture détériorée en limite de la D543,</li> <li>• la mise en place des pancartes signalant le danger sur la clôture de part et d'autre du portail d'accès au site.</li> </ul> |
| <b>Constats :</b> Le site est ceinturé d'une clôture "bétail" et de haies arbustives denses, notamment en parallèle à la RD 543 (accès carrière).<br>L'accès est équipé d'un portail cadenassé, la signalétique est présente.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

## N° 2 : Registres et plans

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure n° 2019-04-09-004 du 9 avril 2019<br>Articles 1 et 2   |
| <b>Thème(s) :</b> Plan d'exploitation   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>La SARL MAZARS TP est mise en demeure de respecter dans un délai de 1 mois à compter de la date de notification de l'arrêté les dispositions de l'article 23 de l'arrêté Préfectoral d'autorisation du 23/11/2005 par : <ul style="list-style-type: none"><li>la transmission auprès de l'inspection des installations classées un plan d'exploitation de la carrière réalisé en 2018 par un géomètre faisant apparaître les différents points définis dans l'article 23 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23/11/2005.</li></ul> |
| <b>Constats :</b><br>Le plan présenté de la carrière réalisé par un géomètre fait apparaître les points définis dans l'article 23 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23/11/2005.   |
| <b>Observations :</b>   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans objet  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

## N° 3 : Conduite de l'exploitation

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure n° 2019-04-09-004 du 9 avril 2019<br>Articles 1 et 3  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Remise en état  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>La SARL MAZARS TP est mise en demeure de respecter dans un délai de 3 mois à compter de la date de notification de l'arrêté les dispositions de l'article 16.1 de l'arrêté Préfectoral d'autorisation du 23/11/2005 par : <ul style="list-style-type: none"><li>Le remblayage de la carrière par apport de matériaux inertes extérieurs est interdit.</li></ul> |
| <b>Constats :</b> Le site ne compte pas d'apport de matériaux provenant de l'extérieur destinés au remblayage.<br>Les stockages existants sont stables, de faibles volumes et principalement composés de pierres de parement.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |